

# FEC

# Situation économique de la RDC et orientations de l'action de la FEC : **1981 – 1997**



Retour sur le mandat du Président Jeannot BEMBA SAOLONA  
( 4 ème Président National de la FEC )



FEC

# SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE

Introduction

---

PARTIE 2

Bref regard sur la situation politique  
du Zaïre

---

PARTIE 3

Evolution de l'activité économique

---

PARTIE 4

Développement du secteur privé

---

PARTIE 5

Orientations de l'action de l'ANEZA

# INTRODUCTION

La persistance de la crise économique qui a débuté en 1974 a amené la République démocratique du Congo (RDC) à exécuter, les programmes d'ajustement structurel (PAS) dans les années 1980. Le bilan de ces derniers étant très mitigé, le Président de la République s'est résolu, au vu aussi des plaintes exprimées par différentes couches de la population, à accepter une réforme du système politique. C'est ainsi qu'en avril 1990, une nouvelle expérience de démocratisation a été lancée. La période de transition politique qui en a résulté, a été très agitée, notamment du fait de plusieurs contestations et scènes de violences comme la protestation, en 1990, des étudiants de l'Université de Lubumbashi réprimée par le sang, les pillages de 1991 et 1993 et la guerre de 1996. La cohabitation entre le pouvoir et l'opposition n'a pas été fructueuse et les tensions se sont durcis jusqu'à conduire à une rébellion qui mettra fin au pouvoir du Président Mobutu.

Dans la présente note, il est essentiellement question de donner quelques indications sur la marche de l'économie congolaise sur la période allant de 1981 à 1997, notamment en ce qui concerne l'évolution de la croissance économique, les performances macroéconomiques, la conduite de la politique économique et le développement du secteur privé afin de bien justifier les grandes orientations de l'action de la FEC (alors dénommée ANEZA : Association Nationale des Entreprises du Zaïre).

Compte tenu des grandes tendances évolutives, le développement en tenant compte de deux sous-périodes, à savoir 1981 – 1989 et 1990 – 1997. Durant cette période de tumultes politiques et sociales, la Fédération fut dirigée par Jeannot Bemba Saolona (quatrième président de l'histoire de la Fédération).

# Contexte politico-sécuritaire

La période de 1989 à 2001 est celle du déclin de l'économie et de la société congolaise.

La persistance de la crise économique, la montée du chômage et la détérioration des conditions de vie ont conduit à une détérioration de la quiétude sociale. Plusieurs voix se sont levées pour décrier les faiblesses du système politique et du mode de gouvernance.

Ceci amènera le Président de la république à organiser des consultations nationales à l'issue desquelles il décidera, en avril 1990, de relancer le multipartisme. Depuis, le pays s'engagera dans une transition politique longue, tumultueuse et parsemée de plusieurs scènes de contestations et de violences (événements de Lubumbashi en 1990, conflits interethniques en 1991 et 1992, grèves, pillages de 1991 et 1993, etc.). Elle fut marquée par une forte instabilité institutionnelle (plus de 12 gouvernements en 10 ans), des malaises sociaux et la rupture de la coopération structurelle.

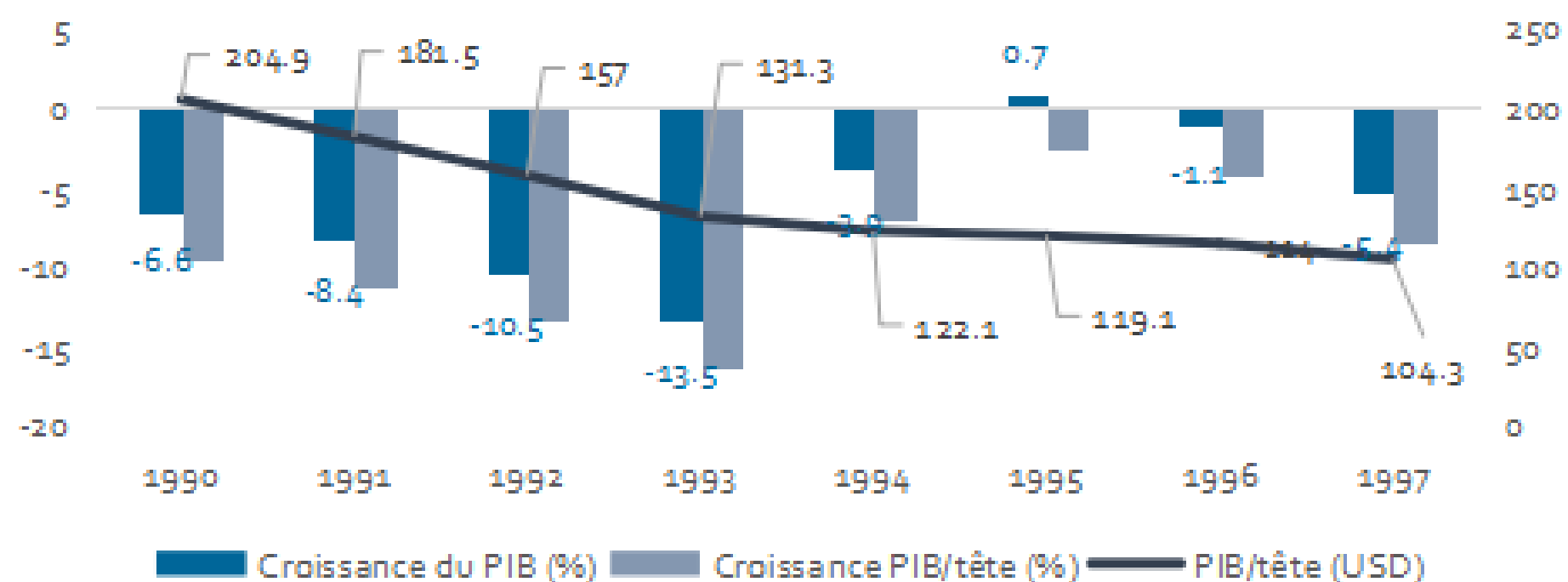
En 1992, une Conférence nationale souveraine (CNS) sera organisée en vue de la pose des bases de la nouvelle société congolaise ainsi que de la mise en place d'un nouvel ordre politique, lequel devrait garantir une meilleure gestion des affaires de l'Etat et promouvoir le progrès.

Cette dernière s'achèvera en queue de poisson. D'autres forums seront organisés en vue de la décrispation de la crise politique, notamment le Conclave des forces vives de 1993, mais malgré ces initiatives, la situation politico-institutionnelle restera préoccupante jusqu'au changement de régime suscité par la rébellion menée par l'AFDL (Alliance des forces démocratiques pour la libération). Avec l'appui de certaines forces étrangères, l'AFDL viendra à faire partir le Président Mobutu en mai 1997. Laurent Désiré Kabila s'auto-proclamera Président de la république et mettre en place un nouveau gouvernement mais la situation politique restera fragile.

# Evolution de l'activité économique

Avant qu'elle n'affiche de manière quasi continue des taux de croissance négatif entre 1990 et 1997, l'activité économique en RDC a évolué en dents de scie de 1981 à 1989. Le PIB par tête d'habitant qui était de 256,42 USD en 1981 est passé à 104 USD en 1997, soit un effritement de plus de la moitié qui s'est traduit par une paupérisation généralisée dans le pays. Cette évolution délétère de l'activité économique procède de la conjugaison de plusieurs facteurs, notamment la fragilité du contexte politico-sécuritaire (surtout dans la partie-Est du pays), la détérioration de la confiance des investisseurs (entraînant une diminution sensible du taux d'investissement), la baisse des investissements publics, la mauvaise gouvernance des entreprises du portefeuille de l'Etat, la baisse de la demande mondiale de cuivre et de cobalt, le déboulement du système financier national

Figure 1 : Croissance et PIB par tête : 1981 – 1989

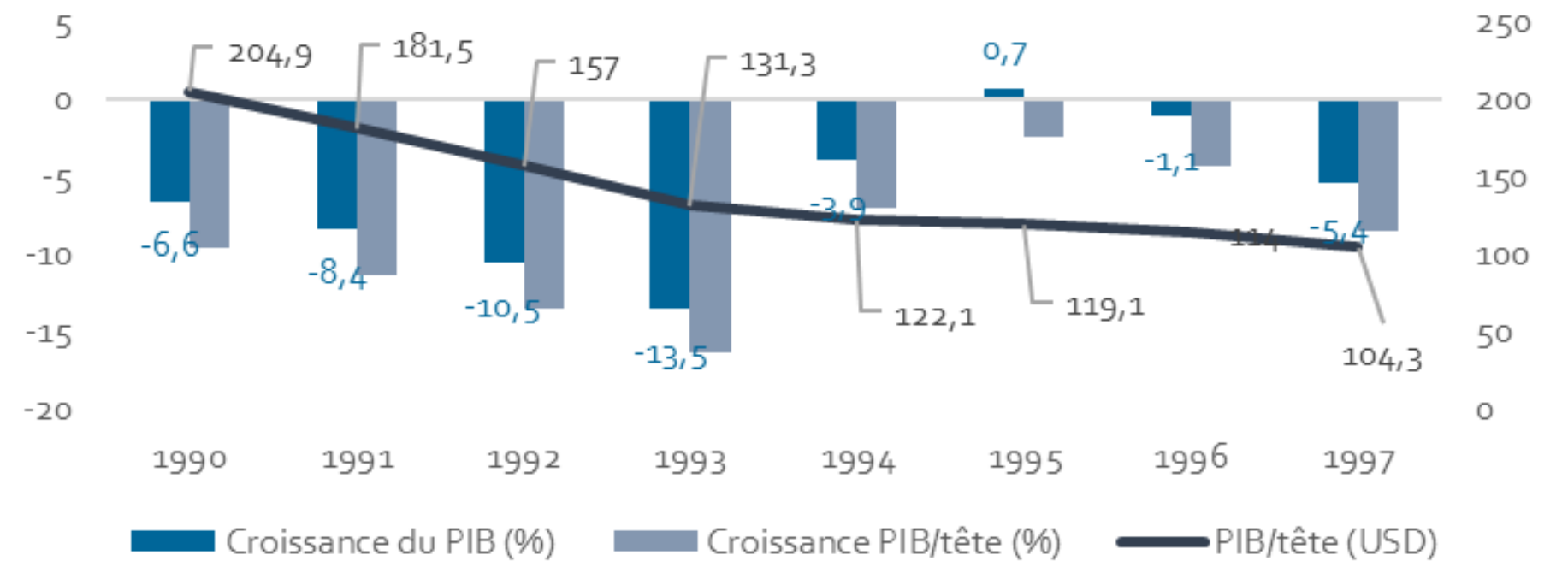


# Evolution de l'activité économique

Figure 2 : Croissance et PIB par tête : 1990 – 1997

Source : Elaboré à partir des données de la Banque centrale du Congo.

L'évolution en dents de scie du PIB durant la décennie 1980 était due à la fuite des capitaux provoquée la Zaïrianisation, la détérioration des termes de l'échange (en 1986, le prix du cobalt de 58%), à la crise d'endettement et au tâtonnement qui a caractérisé les PAS. A la fin de la décennie 1980, la production minière s'est fortement contractée, provoquant un effondrement quasi généralisé de l'économie. La décennie 1990 a vu un repli quasi généralisé de l'activité économique occasionné par l'effondrement de la mine de Kamoto (une des principales mines de la Gecamine), les pillages de 1991 et 1993, et la guerre de 1996. Durant cette période, le taux d'investissement a baissé, passant de 9,7% du PIB en 1990 à 7,6% en 1997. Ce repli économique avait entraîné un effritement des salaires réels, une forte destruction des emplois dans le secteur privé (40% d'emplois détruits) et une baisse de la consommation.



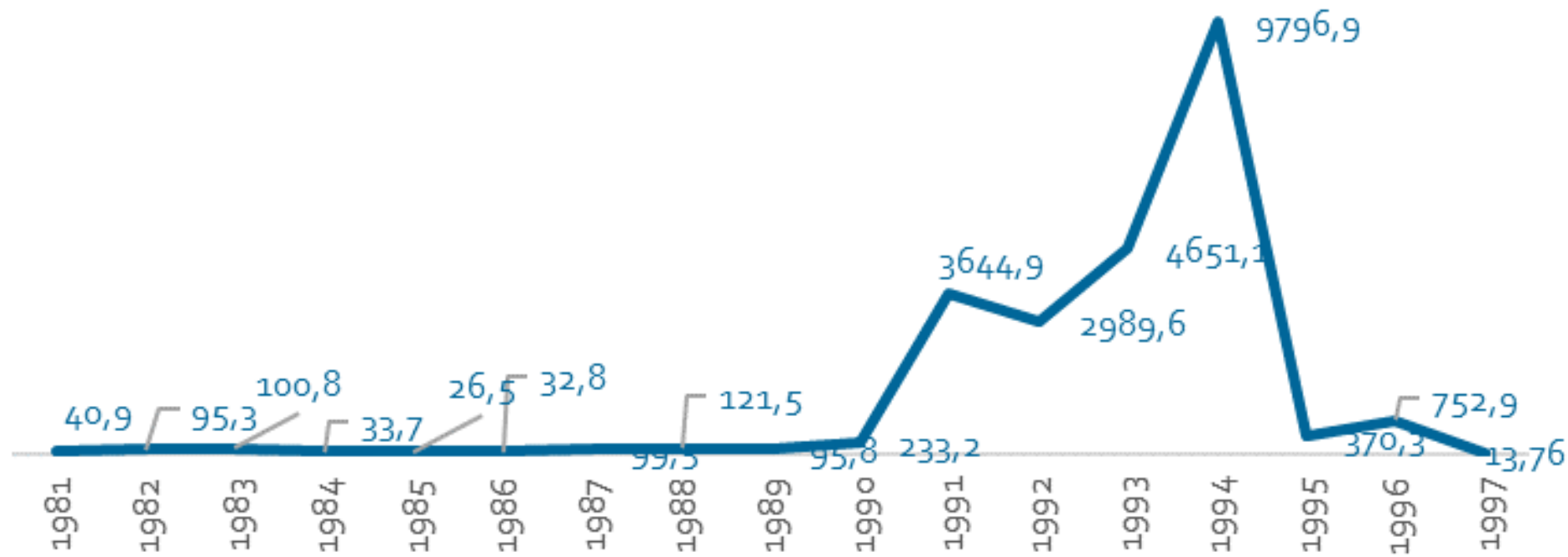
## Performances macroéconomiques

La crise économique amorcée au milieu des années 1970 s'est amplifiée durant la décennie 1980 par l'accroissement du fardeau de la dette extérieure et la détérioration des termes de l'échange, et elle a atteint son paroxysme en 1990. La conjoncture économique tant nationale qu'internationale s'était avérée peu favorable à l'activité économique.

L'économie congolaise est passée d'une inflation rampante à une hausse exponentielle des prix intérieurs. Cette hyperinflation a exacerbé l'effondrement de l'activité économique en embrouillant les signaux émis par le marché et en dépouillant la monnaie nationale de ses fonctions principales. Cette dernière a perdu plus ou moins 85 % de sa valeur par rapport au dollar américain de 1990 à 1997.

# Evolution de l'activité économique

Figure 3 : Inflation : 1981 – 1997

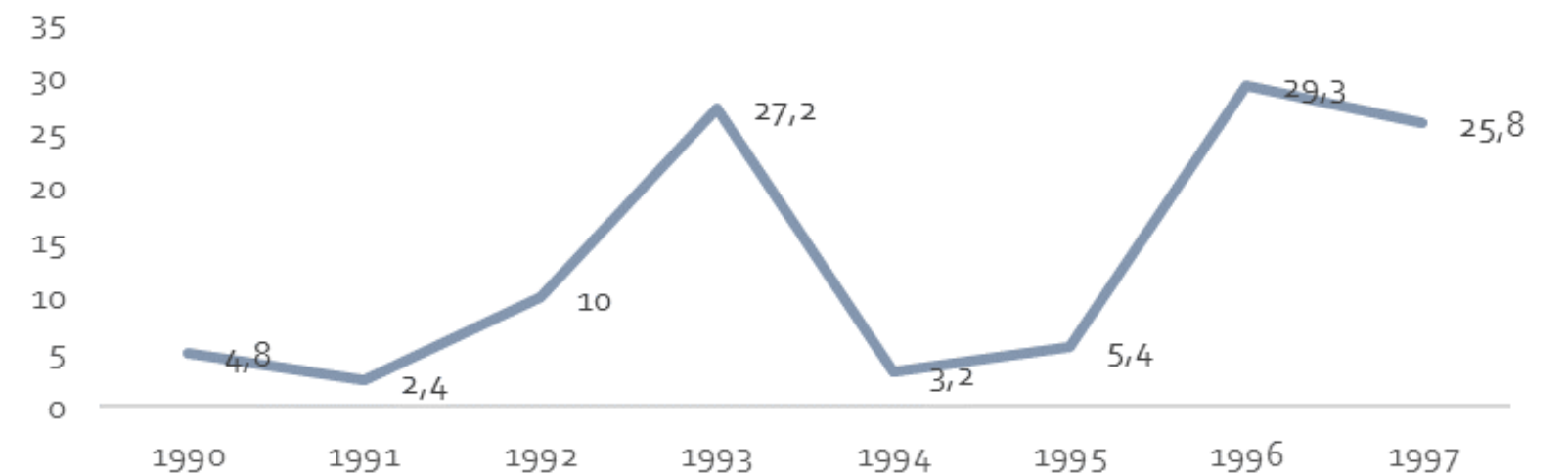


Source : Elaboré à partir des données de la Banque centrale du Congo.

Les finances publiques ont été ponctuées par un resserrement de l'espace budgétaire à cause de la baisse du PIB, de la faible capacité à collecter les impôts, de l'importance des dépenses non justifiées et du poids de la dette.

Le manque de transparence dans la passation des marchés publics a aussi affecté la qualité des dépenses publiques. Le désordre des finances publiques est attesté par des déficits insoutenables du trésor financés presque exclusivement par les avances directes de la Banque Centrale avec comme conséquence la dépréciation rapide du taux de change nominal et la hausse vertigineuse des prix intérieurs, respectivement 98 % et 9800 % en 1994. L'instabilité sécuritaire et les conflits armés ont également contribué à la mauvaise tenue des finances de par la pression exercée par les dépenses militaires sur le budget de l'Etat (cf. figure 4 ci-dessous).

Figure 4 : Part des dépenses militaires dans le budget (%) : 1990 – 1997



Source : Elaboré à partir des données de la Banque centrale du Congo.

# Performances macroéconomiques

L'intermédiation financière a fortement baissé de 1990 à 1997 en raison des faiblesses de la réglementation bancaire, du non-respect des normes de gestion prudentielle par les institutions de crédits, du dérèglement du cadre macroéconomique et des effets pervers des jeux de placement (Nguma, Bindo Promotion, ...) organisés en 1991/1992 et qui ont drainé beaucoup d'argent en-dehors du système financier, entraînant ainsi une baisse des dépôts bancaires et une importante décote de la monnaie scripturale. Il s'en est suivi une baisse sensible de la rémunération des activités bancaires et une forte spéculation au point où les banques ont dû recourir au guichet de refinancement de la banque centrale. La décote de la monnaie scripturale contre les espèces avait consacré le péril du système car elle avait favorisé la saturation du portefeuille des impayés.

Tableau 2 : Indicateurs macroéconomiques et financiers : 1990 – 1997

	1990	1994	1995	1996	1997
Inflation (%)	233,2	9796,9	370,3	72,9	-0,4
Taux de change (CDF/USD)	23E-9	0,012	0,07	0,50	1,31
Crédit à l'économie (% du PIB)	2,2	1,1	1,42	1,44	0,61
Dépôts bancaires (% du PIB)	11,9	6,28	3,59	3,66	1,34

Source : Banque centrale du Congo et FMI.



# Politique économique du gouvernement

La politique économique du gouvernement a été bâtie, de 1981 à 1989, sur des efforts d'ajustement de l'économie grâce aux mesures d'assainissement de la politique budgétaire et des réformes entreprises au niveau de la politique monétaire (libéralisation des taux d'intérêt), de la politique de change (adoption du régime des changes flottants et assouplissement de la réglementation de change). Ces politiques de gestion de la demande n'ont pas été relayées par des politiques de portée structurelle et des initiatives de développement, ce qui fait que la croissance ne pouvait pas être pleinement relancée. L'accentuation de la crise à partir de 1990 a amené le gouvernement à faire une réforme monétaire en 1993 avec comme objectifs de remplacer le Zaïre-monnaie par le Nouveau Zaïre (NZ), réduire l'inflation, rendre soutenable le coût de l'impression des signes monétaires et rétablir progressivement les équilibres fondamentaux de l'économie.

La conjoncture des 5 premières années de la décennie 1990 n'était pas propice à la relance ; tous les indicateurs macroéconomiques étaient au rouge. Il était ainsi très important d'envisager un programme d'assainissement de l'environnement économique général du pays. Mais il fallait, par-delà la correction des déséquilibres, donner une nouvelle configuration à l'économie. Ainsi, le Programme de désinflation rapide (PDR) a été décrété en 1995 afin de redynamiser l'intermédiation financière et permettre au pays de reprendre la coopération avec ses partenaires extérieurs. Sa mise en œuvre s'est fondée sur une gestion rigoureuse des finances de l'Etat, car les dépenses de l'Etat ont été exécutées sur base des recettes mobilisées et qu'il n'y avait plus une multiplicité des centres d'ordonnancement des dépenses. Malgré ces efforts, les problèmes structurels n'ont pas été véritablement adressés. D'où la persistance de la crise.



# Développement du secteur privé

Le durcissement de la crise a amené plusieurs entreprises privées à revoir à la baisse leurs plans d'investissement et de production.

Le resserrement des contraintes de débouchés et la détérioration des infrastructures routières, énergétiques et de transports dans un environnement d'instabilité politico-sécuritaire ont fait qu'elles ne puissent plus bien maîtriser leurs charges et réaliser de bonnes affaires.

Une bonne partie du tissu industriel du pays a été détruit lors des pillages de 1991 et 1993, ce qui a profondément affecté la structure de l'économie et réduit sa capacité à créer de la valeur ajoutée localement. . Il est certes vrai que le contrôle des prix et taux d'intérêt a été aboli avec la mise en œuvre des PAS mais, cela n'a pas suffi pour relancer l'appareil de production au regard de toutes les difficultés en présence et de tous les défis à relever pour produire dans des conditions acceptables.

La détérioration progressive de la position extérieure du pays avec un important fléchissement des exportations minières (particulièrement du cuivre et du cobalt) et un fardeau de la dette extérieure de plus en plus écrasant (avec un encours de 2,26 milliards USD en 1985, de 4,59 milliards en 1990 et de 6,47 milliards en 1992) a beaucoup pesé sur les réserves internationales de la banque centrale et sur l'offre de devises sur le marché intérieur. Cet état de choses n'a pas arrangé les entreprises qui pour importer leurs équipements et leurs intrants, avaient besoin d'une quantité suffisante de devises.

Elles ont dû se ressourcer sur le marché parallèle à des taux galopant au fil des jours. Les pressions exercées à cet effet sur le marché parallèle ont davantage poussé la dépréciation monétaire, détérioré les termes de l'échange et affecté la compétitivité du secteur privé sur le marché régional et sur le marché international.

# Développement du secteur privé

Le durcissement de la crise a amené plusieurs entreprises privées à revoir à la baisse leurs plans d'investissement et de production.

Le resserrement des contraintes de débouchés et la détérioration des infrastructures routières, énergétiques et de transports dans un environnement d'instabilité politico-sécuritaire ont fait qu'elles ne puissent plus bien maîtriser leurs charges et réaliser de bonnes affaires.

Une bonne partie du tissu industriel du pays a été détruit lors des pillages de 1991 et 1993, ce qui a profondément affecté la structure de l'économie et réduit sa capacité à créer de la valeur ajoutée localement. Il est certes vrai que le contrôle des prix et taux d'intérêt a été aboli avec la mise en œuvre des PAS mais cela n'a pas suffi pour relancer l'appareil de production au regard de toutes les difficultés en présence et de tous les défis à relever pour produire dans des conditions acceptables.

La détérioration progressive de la position extérieure du pays avec un important fléchissement des exportations minières (particulièrement du cuivre et du cobalt) et un fardeau de la dette extérieure de plus en plus écrasant (avec un encours de 2,26 milliards USD en 1985, de 4,59 milliards en 1990 et de 6,47 milliards en 1992) a beaucoup pesé sur les réserves internationales de la banque centrale et sur l'offre de devises sur le marché intérieur. Cet état de choses n'a pas arrangé les entreprises qui pour importer leurs équipements et leurs intrants, avaient besoin d'une quantité suffisante de devises.

Elles ont dû se ressourcer sur le marché parallèle à des taux galopant au fil des jours. Les pressions exercées à cet effet sur le marché parallèle ont davantage poussé la dépréciation monétaire, détérioré les termes de l'échange et affecté la compétitivité du secteur privé sur le marché régional et sur le marché international.

# Orientations de l'action de l'ANEZA



Pour plus d'efficacité, la Fédération a plaidé pour la pratique de la vérité des prix, ce qu'elle obtiendra par l'ordonnance-loi n°83/026 du 12 septembre 1983.

Elle a aussi mené un plaidoyer en faveur de la libéralisation économique. Il était question de demander une réduction des interventions de l'Etat dans l'économie pour garantir une meilleure allocation des ressources et plus de compétitivité. Face aux effets des pillages et de l'hyperinflation, la Fédération s'était investie dans la promotion de l'esprit d'entreprendre et la formalisation des activités de petite taille menées par les congolais. Elle a notamment organisé plusieurs événements importants au cours de cette période, notamment:

- le colloque de la N'sele avec l'appui de l'ONUDI en vue de la relance des PME (1986); et
- les premières journées PME sous le thème Relation grandes et petites entreprises ainsi que l'accueille de la Conférence Permanente des Chambres Consulaires Africaines (CPCCAF) (1996,)

Les difficultés d'obtention des devises amenèrent la Fédération à organiser la profession des changeurs manuels des devises dans un Comité professionnel des Bureaux de change. Suite à cette action, la Banque centrale a reconnu ce corps de métier par l'instruction n°007 portant réglementation de l'activité de change manuel.



# Orientations de l'action de l'ANEZA

La Fédération avait élaboré et soumis à la CNS un Livre Blanc intitulé « Evolution de la situation socioéconomique du Zaïre de 1960 à 1990 ».

Ce dernier contenait plusieurs propositions de réformes pour relancer l'économie du pays après qu'elle ait été marquée par les effets néfastes des pillages et des mesures de nationalisation.

La Fédération a par la suite élaboré et soumis au Gouvernement un autre document intitulé « Livre blanc pour la relance de l'économie zaïroise : contribution de l'ANEZA ». Ce document dressait un diagnostic socioéconomique du pays, secteur par secteur, et formulait des recommandations qui ont été appliquées via un programme d'urgence articulé sur trois axes : (i) la cohérence des politiques de l'industrie, du commerce et de l'artisanat ; (ii) l'amélioration des mécanismes de financement ; (iii) l'approvisionnement en produits de première nécessité.

La Fédération avait élaboré et soumis à la CNS un Livre Blanc intitulé « Evolution de la situation socioéconomique du Zaïre de 1960 à 1990 ».



# Orientations de l'action de l'ANEZA

Ce dernier contenait plusieurs propositions de réformes pour relancer l'économie du pays après qu'elle ait été marquée par les effets néfastes des pillages et des mesures de nationalisation.

La Fédération a par la suite élaboré et soumis au Gouvernement un autre document intitulé « Livre blanc pour la relance de l'économie zaïroise : contribution de l'ANEZA ». Ce document dressait un diagnostic socioéconomique du pays, secteur par secteur, et formulait des recommandations qui ont été appliquées via un programme d'urgence articulé sur trois axes : (i) la cohérence des politiques de l'industrie, du commerce et de l'artisanat ; (ii) l'amélioration des mécanismes de financement ; (iii) l'approvisionnement en produits de première nécessité.



FEC



**50** ANS  
**FEC**  
1972-2022 Au service du secteur privé congolais

**RENAISSANCE**